



Campagne pour une Responsabilité Sociale, Environnementale et Fiscale des multinationales européennes : analyse des programmes des principaux partis aux élections européennes

4 juin 2009

La présente note rassemble, au sujet de la responsabilité sociale, environnementale et fiscale des multinationales européennes, les analyses et informations qui ont été collectées par le CCFD – Terre Solidaire et Oxfam France – Agir ici auprès des partis français qui se présentent aux élections européennes. Une notation des partis en a été tirée dans un souci de synthèse et de lisibilité, elle ne saurait en aucun cas constituer une consigne de vote pour les élections du 7 juin 2009.

Critères de notation et méthodologie

Notre notation s'élève de **0 à 10** : 10 étant la meilleure note en matière de RSEF, la responsabilité sociale, environnementale et fiscale des entreprises multinationales.

Notre analyse se fonde sur **l'engagement des candidats à porter cinq propositions** de régulation et de transparence des entreprises multinationales en matières fiscale, sociale et environnementale. Ces propositions font l'objet de la campagne conjointe CCFD –Terre solidaire / Oxfam France –Agir ici « Hold-up international – Pour que l'Europe régule ses multinationales », lancée le 26 mars 2009.

Deux critères nous ont permis de mesurer l'engagement des partis politiques : **l'analyse des programmes** des partis et la **signature de la Déclaration d'engagement** par les candidats aux élections européennes qui s'engagent alors à « *tout mettre en œuvre pour obtenir de la Commission européenne et du Conseil de l'Union européenne une meilleure régulation des entreprises* ».

Si un candidat tête de liste signe la déclaration, 0,5 point sera alors attribué à son parti, 0,3 point s'il s'agit d'un candidat en deuxième position, et 0,1 point pour les autres Si l'ensemble d'une liste signe la Déclaration, 5 points lui sont attribués.

Le deuxième critère de notation concerne directement le programme des partis, proposition par proposition. Les points varient de 0 à 1 par proposition. 0 si le programme ne contient aucune référence, 0,5 s'il est fait mention d'un objectif de notre campagne « Hold-up » et 1 si les moyens pour atteindre ces objectifs sont spécifiés.

Ce document présente surtout l'analyse que nous faisons des programmes des partis en référence à nos propositions. Nous avons fait le choix de nous **restreindre à l'analyse des programmes officiels des partis**, que nous considérons comme les seuls à engager réellement le parti devant les citoyens français. **Le périmètre d'analyse ne s'étend qu'aux principaux partis** que sont le Parti Socialiste, l'UMP, le Modem, le Front de gauche, Europe Ecologie, et le NPA. Les partis LO, FN, MPF-CPNT (Libertas), Debout la République et Génération écologie n'ont pas fait l'objet de notre notation car nous manquons d'éléments d'analyse au 4 juin 2009.

NPA

Six propositions du NPA pour l'Europe concernent directement les propositions de la campagne "Hold-up"¹ :

- « Pour une véritable Europe solidaire » dans laquelle le NPA accuse « *L'Union européenne (de) participer à la domination des pays du Sud de la planète, celles d'une poignée de pays riches contre une majorité de pays pauvres* » sans proposer de régulation concrète.
- « contre l'Europe capitaliste » : « *Le NPA propose un plan de rupture avec le capitalisme basé sur le partage des richesses sous le contrôle de la population* ».
- « une Europe réellement démocratique » : « *La démocratie ne devant s'arrêter ni aux portes des banques ni à celles des entreprises, nous revendiquons la suppression des paradis fiscaux et la levée du secret bancaire, la mise en place d'un service public bancaire unique sous contrôle de la population* ».
- « une Europe sociale » : « *En cas de défaillance de l'entreprise, nous sommes pour remonter jusqu'au donneur d'ordre, en imposant l'ouverture des livres de comptes et la levée du secret bancaire et commercial.* » (...) *Il faut que les salarié-e-s contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux, imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits.* »
- « une Europe écologique » : aucune référence concrète n'est faite à nos propositions
- « une Europe des droits et de l'égalité » : aucune référence à nos propositions

Le NPA « *revendique la suppression des paradis fiscaux et la levée du secret bancaire* », les moyens d'y parvenir ne sont cependant pas explicités pour une lutte efficace contre l'évasion fiscale dans les pays du Nord comme du Sud. Référence est tout de même faite à la responsabilité du donneur d'ordre (que nous assimilons à la société mère) en cas de défaillance de l'entreprise : « *En cas de défaillance de l'entreprise, nous sommes pour remonter jusqu'au donneur d'ordre, en imposant l'ouverture des livres de comptes et la levée du secret bancaire et commercial.* » Cette disposition devrait aussi pouvoir s'appliquer en cas de catastrophe sociale ou environnementale mais le NPA ne le mentionne nullement.

Lutte Ouvrière

LO réclame la suppression de toutes les lois qui protègent le secret commercial et le secret bancaire et dénonce la concurrence débridée². Aucune référence n'est en revanche faite aux trusts et autres mécanismes juridiques similaires garantissant l'opacité dans les paradis fiscaux.

Il semblerait que la question de l'évasion fiscale spécifique aux multinationales soit prise en compte puisque pour le parti, « *Il faut rendre publiques toutes les comptabilités des grandes entreprises afin de connaître les ramifications de leurs circuits financiers*³. ». Cela correspond à la revendication de la

¹ <http://www.npa-europeennes2009.org/spip.php?rubrique=10>

² <http://www.latribune.fr/actualites/politique/20090515trib000376784/demandez-le-programme.html>

³ <http://www.lutte-ouvriere.org/elections-235/conference-de-presse-de-nathalie>

campagne de voir un reporting pays par pays imposé aux rapports comptables des multinationales pour connaître leur présence dans les paradis fiscaux et leurs manipulations fiscales.

Aucune référence spécifique n'est faite en lien avec le développement des pays du Sud et la RSE.

Front de gauche

Le Front de Gauche dénonce « une déréglementation généralisée menée sous la pression des firmes multinationales et de choix politiques qui placent la rentabilité financière des capitaux et la concurrence au-dessus de toute considération humaine⁴ ». Dans son programme⁵, le parti souhaite « Refonder la politique Européenne en matière de solidarité internationale » et dénonce la responsabilité de l'Union européenne dans les déséquilibres mondiaux : « Cette responsabilité suppose d'abord l'abandon des attitudes néo-colonialistes et l'arrêt du soutien constant aux multinationales d'exploitation du Tiers Monde qui caractérise trop souvent les pratiques de l'Union Européenne (UE) et de ses membres. » (...) Le Front de gauche s'engage aussi à « prendre les mesures nécessaires pour faire stopper l'évasion des profits des multinationales du fait de leurs activités au Sud vers les paradis fiscaux et exiger un réinvestissement sur place dans des activités d'intérêt général ».

Les candidats du Front de gauche se sont engagés à signer de manière collective la Déclaration d'engagement de la campagne. Ils soutiennent donc collectivement notre campagne et le font savoir sur leur blog⁶.

Dans son programme⁷, le Front de gauche souhaite « Refonder la politique Européenne en matière de solidarité internationale » et dénonce la responsabilité de l'UE dans les déséquilibres mondiaux : « Cette responsabilité suppose d'abord l'abandon des attitudes néo-colonialistes et l'arrêt du soutien constant aux multinationales d'exploitation du Tiers Monde qui caractérise trop souvent les pratiques de l'Union Européenne (UE) et de ses membres. » (...) Le Front de gauche s'engage aussi à « prendre les mesures nécessaires pour faire stopper l'évasion des profits des multinationales du fait de leurs activités au Sud vers les paradis fiscaux et exiger un réinvestissement sur place dans des activités d'intérêt général ».

Parti socialiste

Dans le texte d'orientation « Donner une nouvelle direction à l'Europe⁸ », rédigé pour enrichir le manifeste européen du Parti socialiste européen (PSE), le chapitre intitulé « Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières » souligne la volonté du parti socialiste français de « réformer les marchés financiers; (programme p.22). (...) Il doit être fondé sur la transparence et l'information publique de tous les intervenants » (...) Le parti propose par ailleurs de « mettre fin aux paradis fiscaux, à l'évasion et à la fraude fiscale, et de renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent en Europe et dans le monde, de sorte que tous les acteurs du marché paient une part équitable d'impôts aux Etats où ils opèrent ».

Dans le chapitre intitulé « Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale », le PS entend « dans chaque législation européenne, insérer une clause de progrès social et de mener une

⁴ <http://soutiens.frontdegauche.eu/projet/declaration-de-principes-du-front-de-gauche-pour-changer-deurope/#more-5>

⁵ http://www.frontdegauche.eu/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=100&Itemid=121

⁶ <http://leuropevuedufont.soutiens.frontdegauche.eu/2009/04/23/hold-up-international-halte-a-l%E2%80%99impunit%C3%A9-des-entreprises-une-campagne-qui-vient-a-point-nomme/>

⁷ http://www.frontdegauche.eu/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=100&Itemid=121

⁸ <http://www.changerleurope.fr/>

analyse préalable de l'impact social et environnemental avant toute nouvelle mesure. Les politiques de libéralisation déjà adoptées doivent faire l'objet d'une évaluation sociale. Nous proposons que l'UE mène un audit de l'impact social de ses politiques environnementales et énergétiques afin de prévoir les mesures les mieux adaptées pour éviter qu'elles ne pèsent prioritairement sur les plus défavorisés ». En outre, pour le PS « les règles européennes en matière de concurrence et du droit des entreprises ne s'opposent pas aux droits des citoyens. La part des critères sociaux et environnementaux dans l'attribution des contrats et marchés publics européens doit être élargie et renforcée dans les règles communautaires »(...)

En matière de développement des pays du Sud, le PS propose de « traiter les problèmes de « fuite des cerveaux » associés aux mouvements de migration de professionnels de haut niveau et de travailleurs qualifiés tant au sein de l'espace européen qu'en provenance de pays tiers ». Le PS entend aussi « renforcer les droits des travailleurs à l'information et à la consultation. La participation des salariés dans l'entreprise, au niveau européen et international, est une question clé pour l'avenir, à la fois comme composante d'une Europe véritablement sociale et comme condition indispensable de l'action internationale pour un travail décent. Nous agissons pour élargir la participation des salariés aux processus de décision au niveau des groupes européens. A cette fin, les droits d'information et de consultation des travailleurs doivent être inscrits dans les directives sur le droit des entreprises à partir du modèle de la Société de droit européen ; et les droits des comités d'entreprise européens doivent être élargis. Nous voulons également promouvoir un dialogue social plus approfondi entre syndicats et organisations patronales au niveau européen et l'étendre à d'autres secteurs ».

Pour le PS : « La démocratie, la transparence et la responsabilité doivent être les pierres angulaires de toutes les réformes des institutions européennes. »

« Nous proposons de mettre les objectifs internationaux de développement au centre des politiques européennes, qu'il s'agisse de l'aide au développement, du commerce ou de la réforme des institutions mondiales. Il faut dégager, en plus des programmes d'aide existants de l'Union, de nouvelles sources innovantes de financement en attribuant au moins 0,7% de notre revenu national brut à la politique de développement, L'Europe doit soutenir le système commercial multilatéral et l'orienter en faveur des pays en développement dans le cycle de Doha pour le développement. Elle doit agir pour une répartition nationale plus juste des gains de l'ouverture commerciale et pour l'introduction de normes sociales et environnementales plus fortes. Nous nous assurerons que tous les accords commerciaux conclus par l'Union européenne comportent des clauses en faveur des droits humains, sociaux, environnementaux dont l'application puisse être vérifiée et que tous les accords commerciaux avec les pays en développement, comme les accords de partenariat économique en cours de négociation, soient de vrais instruments du développement social et économique des pays et régions partenaires ».

« Le travail décent doit devenir un objectif mondial pour lequel tous les pays et toutes les organisations internationales s'engagent. Ce nouveau plan mondial fera progresser les garanties fondamentales que sont les conditions de travail décentes, les salaires adéquats, la sécurité sociale et le dialogue social effectif. »

Enfin, dans son dernier chapitre «Donner une nouvelle direction à l'Europe », le PS propose : « Avec tous les socialistes de notre continent, nous proposons de réformer en profondeur le système financier international pour mettre les marchés financiers au service de l'économie réelle, de l'emploi et de la croissance. De mettre fin aux paradis fiscaux ainsi qu'à l'évasion fiscale; de faire de l'Europe le leader mondial de la lutte contre le changement climatique et pour la défense de l'environnement. De garantir aussi la qualité et la sécurité alimentaire, par une nouvelle PAC, ainsi que par la politique commune de la pêche; d'assurer l'égalité hommes-femmes, dans la rémunération et la progression professionnelle; de maîtriser dans le respect de nos valeurs le flux migratoire et l'accueil des

immigrés; de promouvoir enfin la coopération - et non le choc des civilisations. Pour cela, nous nous engageons à réformer et démocratiser les institutions internationales multilatérales, en partenariat avec la nouvelle administration démocrate américaine. »

Tout comme pour la formation Europe Ecologie, les socialistes français disposent donc aujourd'hui de deux textes fondamentaux pour la campagne des élections européennes. Le Manifeste du PSE a été préparé par des propositions recueillies à la base des partis membres.

Dans son chapitre « Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement », le PS s'engage dans une série de mesure visant à éradiquer la pauvreté (mesures 66 à 71) dont la promotion du travail décent et l'introduction de normes sociales et environnementales plus fortes notamment dans les accords commerciaux. La responsabilité des entreprises passe par la « *participation des salariés dans l'entreprise (...) condition indispensable de l'action internationale pour un travail décent* »

« Le travail décent doit devenir un objectif mondial pour lequel tous les pays et toutes les organisations internationales s'engagent. Ce nouveau plan mondial fera progresser les garanties fondamentales que sont les conditions de travail décentes, les salaires adéquats, la sécurité sociale et le dialogue social effectif ».

Le PS mentionne la lutte contre les paradis fiscaux mais n'est pas encore très clair. Le parti propose de « *mettre fin aux paradis fiscaux, à l'évasion et à la fraude fiscale, et de renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent en Europe et dans le monde, de sorte que tous les acteurs du marché paient une part équitable d'impôts aux Etats où ils opèrent* » mais ne spécifie pas comment.

Europe écologie

Europe Ecologie reprend dans sa proposition 1 du pilier international nos propositions de RSEF contraignantes. Celle-ci s'intitule : « *En finir avec les paradis fiscaux et les enfers sociaux* ». Plus précisément, la liste souligne que « *parmi les mesures à prendre, il faut agir avec détermination pour empêcher la fraude et l'évasion fiscales* » (...) et précise notamment « *en favorisant l'adoption de normes comptables obligeant les entreprises multinationales à rendre compte de leurs activités pays par pays ; en créant un régulateur des marchés et services financiers. Cette nouvelle structure européenne de contrôle et de régulation sera à même de discuter avec les grands régulateurs de la planète ; elle interdira aux institutions financières de travailler avec les paradis fiscaux et elle proposera un paquet législatif « finances propres » ; (...) en contrôlant les sociétés-mères des firmes transnationales et leurs filiales.* »

Le Green new deal de la liste propose également « *que l'Europe adapte le droit des sociétés aux réalités de la mondialisation libérale en obligeant, tel que le propose l'association Sherpa, les sociétés-mères à informer, prévenir et réparer les impacts sociaux et environnementaux de leurs filiales* » (...) Il s'agira de permettre aux victimes de violations de l'environnement et des droits humains, où qu'elles se trouvent, de demander des comptes à la société-mère qui prend les décisions stratégiques, de faire peser la charge de la preuve sur les sociétés-mères, de leur imposer la prévention des impacts sociaux et environnementaux provoqués par l'activité de leurs fournisseurs et sous-traitants, d'exiger des sociétés mères qu'elles rendent public l'impact social et environnemental du groupe comme elles y sont tenues. »

La liste Europe Ecologie arrive en tête de notre classement. Tous les candidats ont signé la déclaration d'engagement. En outre, leur programme décline toutes nos propositions de régulation et de transparence des entreprises multinationales de manière détaillée.

Le « contrat écologiste pour l'Europe »⁹ introduit le « *principe de responsabilité sociale et environnementale des entreprises afin de permettre à la collectivité (entrepreneurs, salariés mais aussi citoyens, élus locaux, consommateurs et usagers) d'influencer les choix faits par l'entreprise* ».

MoDem

Dans son programme intitulé « Nous l'Europe¹⁰ » le Mouvement Démocrate, propose notamment de « *renforcer les dispositions antitrust européennes* » dans son chapitre intitulé « pour une solidarité économique européenne ». Le chapitre « *régulation de la mondialisation* » souligne la volonté du MoDem de « *Prendre les décisions nécessaires, avec un calendrier contraignant, pour bannir la pratique des paradis fiscaux ; (...) réformer en profondeur les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour intégrer davantage les exigences sociales et environnementales. Les produits qui entrent en Europe devront progressivement être soumis aux mêmes normes que ceux que nous fabriquons chez nous* ». Pour promouvoir le modèle social européen, le MoDem souhaite « *développer la notation sociale et environnementale des entreprises* ». Le parti précise par ailleurs, dans son chapitre « Pour une Europe à l'avant-garde du développement durable » qu'il désire « *imposer une notation sociale et environnementale européenne aux grandes entreprises et renforcer leurs obligations en termes de responsabilité sociale et environnementale* ». Dans le chapitre intitulé « donner la priorité au développement des pays pauvres » le parti fustige les politiques de libéralisation des marchés agricoles et l'exploitation des matières premières au détriment du développement local. Il souhaite « *agir pour que l'exploitation et la valorisation des matières premières bénéficient d'abord aux populations de ces pays ; poursuivre l'engagement de l'Union en faveur de l'aide publique au développement ; mettre en place un mécanisme de soutien aux pays pauvres pour financer des mesures sociales dans les pays les plus touchés par la crise* ».

Le MoDem propose un chapitre dédié au développement des pays pauvres. Mais malgré une volonté affichée de régulation des entreprises notamment par le biais de la notation extra financière, les propositions restent encore très vagues. Les moyens pour atteindre ces objectifs très larges ne sont pas divulgués.

Le chapitre « *régulation de la mondialisation* » souligne la volonté du MoDem de « *prendre les décisions nécessaires, avec un calendrier contraignant, pour bannir la pratique des paradis fiscaux ; (...) réformer en profondeur les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour intégrer davantage les exigences sociales et environnementales. Les produits qui entrent en Europe devront progressivement être soumis aux mêmes normes que ceux que nous fabriquons chez nous* ». Pour promouvoir le modèle social européen, le MoDem souhaite « *Développer la notation sociale et environnementale des entreprises* ». Le parti précise par ailleurs, dans son chapitre « Pour une Europe à l'avant-garde du développement durable » qu'il désire « *Imposer une notation sociale et environnementale européenne aux grandes entreprises et renforcer leurs obligations en termes de responsabilité sociale et environnementale* ».

UMP

Dans sa proposition 2 intitulée « *Moraliser le capitalisme financier* », l'UMP souligne que « *l'Europe doit être porteuse d'ambition et être à la pointe du combat en faveur d'un développement global durable et des échanges équitables prenant en compte les considérations sociales et environnementales* ». L'UMP propose également de « *rester en initiative dans les discussions du G20 pour bâtir l'édifice de nouvelles relations internationales selon le principe de responsabilité* ».

⁹ http://www.europeecologie.fr/files/EE_Programme_BD.pdf

¹⁰ <http://www.mouvementdemocrate.fr/newsletters/telechargement/Programme-democrates-pour-l-europe.pdf>

Responsabilité des acteurs qui doivent désormais tous être soumis à la régulation » Pour le parti , « plus aucune zone de la finance : fonds spéculatifs, paradis fiscaux, rémunération des opérateurs financiers... ne doit échapper à la régulation. Le partage de la valeur doit être porté dans un vrai débat au sein du G20 ». Alors qu'au sein de l'Union européenne, le parti propose « la création d'une nouvelle commission permanente au sein du Parlement européen en charge de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion » et de « lutter contre toutes les formes de discrimination » dans sa proposition 7, l'engagement avec les pays du Sud se concentre sur « replacer l'agriculture en tête de l'agenda de coopération et favoriser la souveraineté alimentaire des pays les plus pauvres ».

En matière de régulation, le chapitre portant sur la « défense de nos intérêts commerciaux » révèle indirectement l'incohérence de certaines politiques communautaires qui favorise l'irresponsabilité et la concurrence déloyale: « *Si l'Union européenne veut porter un message clair contre le protectionnisme, elle doit aussi veiller à ce que le commerce international soit loyal et que les bénéfices soient réciproques, y compris sur nos propres valeurs des droits de l'Homme et de l'environnement, qu'il protège la propriété intellectuelle, l'innovation européenne et bénéficie à ses citoyens* ». Le parti rappelle son « attachement à des règles équitables de concurrence entre les Etats » et souhaite « combattre le dumping social, monétaire ou fiscal, qui crée des concurrences déloyales au sein de notre marché européen ». Le combat pour l'environnement est un élément important pour l'UMP. Celui-ci passe notamment par la régulation : « *Au-delà d'une économie plus verte, nous souhaitons que l'Europe agisse directement au cœur des enjeux environnementaux et du climat. A l'exemple du texte « ERIKA 3 » sur les marées noires, beaucoup de ces questions font déjà preuve d'engagements poussés de la part des institutions européennes ; programmes de préservation, financements, réglementations...* ». Le parti souhaite « construire notre souveraineté alimentaire par une agriculture durable et une alimentation sûre en exigeant la réciprocité et en faisant la promotion ces exigences de qualité et de durabilité auprès de nos partenaires commerciaux vis-à-vis des produits alimentaires qui rentrent dans l'Union ».

L'UMP souligne dans son programme que « *l'Europe doit être porteuse d'ambition et être à la pointe du combat en faveur d'un développement global durable et des échanges équitables prenant en compte les considérations sociales et environnementales* »

L'UMP propose aussi de « *rester en initiative dans les discussions du G20 pour bâtir l'édifice de nouvelles relations internationales selon le principe de responsabilité. Responsabilité des acteurs qui doivent désormais tous être soumis à la régulation* » Pour le parti, « *Plus aucune zone de la finance : fonds spéculatifs, paradis fiscaux, rémunération des opérateurs financiers... ne doit échapper à la régulation. Le partage de la valeur doit être porté dans un vrai débat au sein du G20* ».

L'UMP souhaite donc pour éviter la concurrence déloyale « *Intégrer dans les discussions sur le commerce international de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) des exigences en matière de droit du travail, de préservation de la souveraineté alimentaire des Etats et de la sauvegarde de l'environnement²* ».

Le combat pour l'environnement est un élément important pour le Parti. Celui-ci passe notamment par la régulation : « *Au-delà d'une économie plus verte, nous souhaitons que l'Europe agisse directement au cœur des enjeux environnementaux et du climat. A l'exemple du texte « ERIKA 3 » sur les marées noires, beaucoup de ces questions font déjà preuve d'engagements poussés de la part des institutions européennes ; programmes de préservation, financements, réglementations...* ». Le Parti souhaite « construire notre souveraineté alimentaire par une agriculture durable et une alimentation sûre en exigeant la réciprocité et en faisant la promotion ces exigences de qualité et de durabilité auprès de nos partenaires commerciaux vis-à-vis des produits alimentaires qui rentrent dans l'Union ».

Pas de responsabilisation des entreprises en tant que telle ni de remise en cause de l'impact social de leurs activités dans les pays du Sud (le texte Erika 3 ne concerne que le territoire européen). Cependant, l'UMP souhaite mener une réflexion sur les conséquences du commerce mondial et de l'ouverture des marchés sur les conditions de travail, sur l'alimentation et sur l'environnement dans

les pays concernés. Pour le parti, le respect de certaines valeurs sociales et environnementales est la conditionnalité d'une concurrence loyale en Europe.

²- Nous recommandons en particulier que les principales organisations internationales de l'ONU comme l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) établissent annuellement des évaluations et des recommandations auprès de l'OMC sur les conséquences du commerce international et de l'ouverture des marchés sur les conditions de travail, sur l'alimentation et sur l'environnement dans les pays concernés.

MPF-CPNT (Libertas)

Aucun élément dans leur « projet¹¹ » sur nos sujets.

Front national

Le FN se dit contre « *les accords internationaux qui permettent l'importation de produits normés que nous imposons à nos propres agriculteurs (OGM, poulet au chlore...)*¹². »

Le FN refuse par ailleurs toute compétence fiscale de l'UE.

Debout la République

Dans son programme¹³ intitulé « Les 101 propositions de debout la république », le parti dirigé par le député Nicolas Dupont-Aignan souhaite « humaniser la mondialisation » et propose de : « *Rompre avec la logique du libre échange intégral en faisant reposer le commerce mondial sur des zones régionales de libre échange, partiellement protégées les unes des autres en fonction du niveau d'harmonisation sociale, fiscale et environnementale ; Reverser en partie aux pays en voie de développement les droits de douane perçus aux frontières de l'Europe (...) Mettre au ban des nations les paradis fiscaux ; Réorienter l'aide au développement aux pays les moins avancés, notamment africains, par des aides en nature et des actions micro-locales, selon une approche globale qui intègre aussi les critères environnementaux ; Instaurer un étiquetage précis des produits de grande consommation permettant aux consommateurs français de connaître la part de « Made in France » de chaque bien ; Mettre en œuvre une fiscalité dissuadant les comportements pollueurs (vignette au prorata du CO₂, taxe sur les emballages, etc...) et incitant à économiser l'énergie (crédits d'impôt sur les matériaux économes,...).* »

Aucune précision n'est apportée quant aux moyens donnés pour « *mettre au ban des nations les paradis fiscaux* ». Pour le parti, la responsabilité environnementale des entreprises passe par des mesures fiscales dissuasives. Aucune référence n'est faite sur la responsabilité sociale des entreprises et le respect des droits humains de celles-ci dans les pays du Sud.

¹¹ <http://www.libertas2009.fr/le-projet/157>

¹² http://www.fn2009.fr/pdf/programme_FN.pdf

¹³ <http://www.debout-les-jeunes.fr/101propositions>

Supplément d'information

Ont déjà signé la Déclaration d'engagement (au 4 juin 2009) :

Tous les candidats d'Europe Ecologie ([consulter la liste](#))

Tous les candidats du Front de gauche ([consulter la liste](#))

Tous les candidats du Parti Socialiste ([consulter la liste](#))

Corinne Lepage (tête de liste MoDem - région Nord-Ouest)

Aude Luquet (MoDem – 11ème sur la liste Ile de France)

Jean-Marie Beaupuy (tête de liste MoDem – région Massif-Central Centre)

Jean-Pierre Audy (tête de liste UMP - région Centre)

Françoise Grossetête (tête de liste UMP – région Sud-Est)

Richard Chamaret (9ème sur la liste UMP - région Ouest)

Laurence De Bouard (tête de liste du NPA - région Ouest)

Francis Lalanne (tête de liste - Génération Ecologie – région Sud-Est)

Front de gauche

Dans un courrier adressé à Oxfam France- Agir ici en réponse à nos sollicitations, les têtes de liste du Front de gauche précisent que « *C'est avec beaucoup de plaisir que nous vous indiquons que tous les candidats du Front de Gauche sont signataires de cette déclaration et approuvent sans réserve vos cinq propositions. En effet, votre campagne répond parfaitement à nos positions que vous trouverez exposées en annexe. Nous vous félicitons d'avoir mis sur la place publique, notamment à l'occasion de ces élections, des pratiques scandaleuses connues, mais trop souvent cachées. Nous nous efforcerons de poursuivre les dénonciations que vous avez engagées et de combattre vigoureusement ces pratiques.* »

Les candidats du Front de Gauche soutiennent donc collectivement notre campagne et le font savoir sur leur blog¹⁴.

Dans un article daté du 19 mai 2009 intitulé « Des candidats aux européennes dénoncent les accords de partenariats entre l'UE et les pays en développement¹⁵ », le quotidien sur l'Europe en ligne, Euractiv a présenté le positionnement des partis à l'égard de la crise et de la politique européenne d'aide au développement lors d'un débat organisé par Coordination Sud le vendredi 15 mai dernier au Sénat. A cette occasion seul le front de gauche a ouvertement dénoncé le manque de régulation et de transparence des multinationales :

(...) Patrick Le Hyaric (Front de gauche), fustige la stratégie des firmes multinationales, qui « achètent des terres dans les pays en développement pour produire des agrocarburants ou de l'huile de palme. Les multinationales réalisent 125 milliards de profit dans les pays africains, qu'elles rapatrient ensuite dans les paradis fiscaux. Alors que 30 milliards suffiraient pour redonner une bouffée d'oxygène au continent africain », assène-t-il. (...)

¹⁴ <http://leuropevuedufont.soutiens.frontdegauche.eu/2009/04/23/hold-up-international-halte-a-l%E2%80%99impunite-des-entreprises-une-campagne-qui-vient-a-point-nomme/>

¹⁵ <http://www.euractiv.fr/priorites-de-lue-elections/article/candidats-europeennes-denoncent-accords-partenariat-ue-pays-developpement-001691>

Lutte ouvrière

Sur leur site¹⁶ :

« En faisant réaliser leurs bénéfices par des sociétés écrans basées dans des pays qui ne connaissent pas l'impôt sur les sociétés, les multinationales échappent dans une large mesure au fisc du pays de leur maison mère et de leurs principaux actionnaires. Et cela sur une très grande échelle. Par exemple, à l'occasion de la faillite de la banque Fortis et de son démantèlement, on a pu apprendre qu'elle avait quelque 300 filiales dans les paradis fiscaux. De même, en 2007, le principal pays investisseur en Chine n'était ni les États Unis ni le Japon mais... les îles Vierges, par où évidemment transitent des capitaux venus de New York ou d'ailleurs, et repartant pour la Chine. Les paradis fiscaux ne sont pas une maladie du système financier international mais constituent un élément essentiel de sa rentabilité. Leur multiplication est une composante de la « dérégulation » du système financier, au même titre que l'informatisation des Bourses, la libre circulation des capitaux, les produits dérivés, etc. C'est une branche de l'arbre à finances sur lequel sont assis les capitalistes et ils ne la scieront pas volontiers, quoi qu'en disent leurs représentants politiques. Une autre branche maîtresse de cet arbre est le secret bancaire. La seule nouveauté en la matière c'est que certains pays comme la Suisse permettront, sous conditions, des enquêtes sur les fraudes fiscales éventuelles de leurs déposants étrangers. Quelques milliers de citoyens américains seraient par exemple dans le collimateur. Mais c'est l'arbre qui cache la forêt des transactions, autrement plus importantes, des groupes multinationaux. Quant le PDG de Total, Margerie, avoue que les capitaux de son groupe transitent par les paradis fiscaux, il ajoute que « le ministère des Finances est au courant ». Il aurait pu compléter : « depuis toujours et il ne dira jamais rien ». La liberté des grands groupes de faire aller et venir leurs capitaux comme ils le désirent, dans le secret et sans contrôle, n'est évidemment pas remise en cause par le G20. Or il est évident que c'est cette course au profit et cette liberté sans contrôle des capitaux qui ont mené à la crise actuelle. Et qui, quoi que disent les dirigeants du monde capitaliste, si le monde du travail ne les met pas hors d'état de nuire, mènera encore à la prochaine crise... pour autant du moins qu'ils arrivent à sortir un jour de la présente. »

Europe Ecologie

Dans un article intitulé, « Paradis fiscaux, paradis perdus ?¹⁷ », Libération a publié le 18 mai dernier une double page de débat entre Eva Joly, ex-juge anticorruption et candidate écologiste aux européennes et Pascal Saint Amans, chef de la division chargée de la coopération internationale et de la compétition fiscale de l'OCDE, dans laquelle Eva Joly mentionne notre proposition du reporting pays par pays, que Pascal Saint Amans qualifie de « mesure de bon sens ».

José Bové (Europe Écologie). « Il faut abolir les paradis fiscaux à l'intérieur de l'Union européenne. Je pointe du doigt Londres et Luxembourg. La deuxième mesure, c'est l'harmonisation des fiscalités européennes sur les entreprises. Le dumping fiscal est issu du faible investissement qui a été accordé aux nouveaux membres de l'Europe. »¹⁸

MoDem

¹⁶ <http://www.lutte-ouvriere-journal.org/?act=artil&num=2123&id=8>

¹⁷ Paradis fiscaux, paradis perdus? de Vittorio De Filippis, 18 mai 2009

<http://www.liberation.fr/economie/0101567823-paradis-fiscaux-paradis-perdus>

¹⁸ <http://www.sudouest.com/accueil/actualite/elections-europeennes-07-juin-2009-actualites-et-resultats/article/595399/mil/4553580.html>

*Jun 2009 - campagne CCFD-Terre solidaire/ Oxfam France-Agir ici
« Hold-up international - pour que l'Europe régule ses multinationales »*

Robert Rochefort. « Il est évident que le budget de l'Europe doit être plus important. Le Parlement européen peut, à terme, lever l'impôt, comme le font tous les Parlements, ce qui est leur prérogative essentielle. Je fais deux propositions : qu'on lève une taxe sur les transactions financières sur le modèle de la taxe Tobin et, ensuite, qu'on crée une fiscalité écologique. »¹⁹

Dans un courrier adressé au CCFD –Terre solidaire le 3 juin 2009, Marielle de Sarnez, tête de liste du Mouvement démocrate en Ile de France indique son soutien à la campagne Hold-up international et précise que « les candidats du MoDem ne manqueront pas de se saisir de la question (de la RSEF) lors de la prochaine mandature ».

UMP

Michel Barnier, tête de liste UMP en Ile de France a adressé un courrier au CCFD-Terre solidaire le 2 juin dans lequel il énumère les engagements de l'UMP pour l'Europe. Au sujet de l'impact de l'activité sur les pays du Sud, sa réponse est 100% environnementale mais Michel Barnier propose de porter le débat sur le partage de la valeur au sein du G20...

Jean-Marie Cavada, candidat au sein de la majorité présidentielle, a accordé une rencontre au CCFD –Terre Solidaire et à Oxfam France – Agir ici et a dit partager les préoccupations des associations soulevées par la campagne mais ne s'engager sur aucun document dans le cadre de campagne. Il a en revanche proposé de collaborer à l'avenir si son mandat était renouvelé.

PS

"Il faut que les ONG comme le Comité catholique contre la faim et pour le développement puisse nous aider à faire passer ces actions par des campagnes de pression grand public qui contrebalancent le lobbying de multinationales. (...) Nous travaillerons avec les personnes engagées pour le changement de société comme les syndicats, le CCFD et d'autres." Harlem Désir (candidat aux élections européennes- tête de liste du PS en Ile de France) interrogé par un militant du CCFD – Terre solidaire lors d'un meeting du PS à Asnières en mai dernier.

Le CCFD – Terre Solidaire et Oxfam France – Agir ici ont rencontré, avec les Amis de la Terre et l'association Sherpa, Michel Sapin, Secrétaire national à l'économie du PS. Il s'est ensuite déclaré en faveur des 5 propositions de régulation de la campagne Hold-up, bien que ne pouvant pas signer la Déclaration d'engagement en tant que telle en n'étant pas candidat aux européennes.

Dans un courrier daté du 2 juin 2009, Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et aux relations internationales, exprime clairement son soutien ainsi que celui des prochains eurodéputés socialistes, à la campagne « Hold-up international » en ces termes : « (...) les cinq engagements demandés par Oxfam France- Agir ici et le CCFD –Terre solidaire seront donc soutenus par les socialistes français prochainement élus »

¹⁹ <http://www.sudouest.com/accueil/actualite/elections-europeennes-07-juin-2009-actualites-et-resultats/article/595399/mil/4553580.html>

MPF-CPNT (Libertas)

Frédéric Nihous soulignait cependant dans un article paru dans Planète Terra que' « *Au moment de la crise on a donné tout un tas de règles à instauré pour mieux réguler les marchés et finalement la montagne a accouché d'une souris. Il y a eu trois états et demi placés sur une liste grise des paradis fiscaux. On se fout du monde ! Pendant ce temps, les banques continuent de perdre de l'argent et de spéculer. Il faut des règles pour rétablir un contrôle. Il faut une prise de direction par les Etats des banques qui ont reçu de l'argent.* »²⁰ Libertas reste cependant un des seuls partis à ne pas prendre position sur la question des paradis fiscaux.

FN

Le FN se dit contre « *les accords internationaux qui permettent l'importation de produits normés que nous imposons à nos propres agriculteurs (OGM, poulet au chlore...).* » Le parti rejette la création d'un impôt européen.

Le président du Front national Jean-Marie Le Pen a affirmé vendredi que Nicolas Sarkozy fait "la chasse aux paradis fiscaux" alors que la France est "devenue le pire enfer fiscal de la planète", tandis que sa fille Marine a qualifié de "mascarade historique" le sommet du G20.²¹

Debout la République

Dans un courrier daté du 17 mai, Michèle Vianès, Tête de liste aux européennes pour Debout la République, exprimait ses préoccupations face à la puissance des multinationales sans pour autant s'engager à promouvoir les recommandations de la campagne « Hold-up international ».

²⁰ http://www.planete-terra.fr/Frederic-Nihous-Libertas-L_1336.html

²¹ <http://www.politique-stream.fr/Politique/Partis-politiques/FN/Le-Pen-le-G20-mascarade-la-France-pire-enfer-fiscal-de-la-planete-19-162-480-80308.html>